



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



direction
générale
de l'Aviation
civile

Patrimoine DGAC – Nice

Sécurisation des façades et renforcement énergétique du clos couvert du bloc technique de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur

Accord-cadre mono-attributaire Mission de MOE
– REGLEMENT DE CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE MAITRISE D'OEUVRE

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère chargé des Transports
Direction Générale de l'Aviation Civile
Direction des Services de la Navigation Aérienne

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur le Directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Objet de l'accord-cadre

Accord-cadre mono-attributaire de maîtrise d'œuvre relatif à la sécurisation des façades et au renforcement énergétique du clos couvert du bloc technique de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur

Procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 du Code de la Commande Publique

Accord-cadre passé en application des articles R. 2162-1 à R.2162-6 du Code de la Commande Publique

Les opérateurs économiques sont expressément informés que l'acheteur a décidé de recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert qui ne permet pas la négociation et donc sur le fait que l'offre remise ne pourra pas être améliorée en cours de procédure. Les opérateurs sont invités à formuler leur meilleure offre.

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (mois zéro défini à l'article 5.2.1 de l'AE-CCATP).

Remise des offres

Date et heure limites de remise des prestations : **Vendredi 14 novembre 2025 à 12h00**

Le règlement de consultation comporte 15 pages

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 2. CONDITION DE LA CONSULTATION	7
2.1 Définition de la procédure	7
2.2 Forme de l'accord-cadre	7
2.3 Décomposition en tranches et en lots	7
2.4 Nature de l'attributaire	7
2.5 Durée de l'accord-cadre	8
2.6 Montant accord-cadre et indication travaux	8
2.7 Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs	8
2.8 Délai de validité des offres	8
2.9 Clauses sociales et environnementales	8
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	9
3.1 Documents fournis aux candidats	9
3.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats	9
3.3 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu	10
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES	11
4.1 Sélection des candidatures	11
4.2 Jugement et classement des offres	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE	13
5.1 Candidatures et offres remises par échanges électronique sur la plate-forme de dématérialisation	13
5.2 Copie de sauvegarde	13
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
ARTICLE 7. PROCEDURE DE RECOURS	15

INFORMATION IMPORTANTE SUR LA PRÉSENCE DE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le présent marché intègre des clauses environnementales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations.

Dans la suite du présent document, le Représentant de l'Acheteur est désigné « Maître de l'ouvrage ».

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le nouveau bloc technique (NBT), livré en 2007, est destiné au Service de la Navigation Aérienne du Sud-Est (SNA-SE) de la Direction Générale de l'Aviation Civile.

Un défaut majeur dans la conception et la réalisation du système de fixation des allèges en verre Emalit a entraîné la chute d'éléments de façade et la dégradation prononcée de l'isolation en arrière-face des vitrages sans protection.

Le complexe étanchéité/isolant en toiture terrasse présente lui aussi des désordres qui risquent à terme de nuire aux performances énergétiques du bâtiment et d'engendrer des infiltrations d'eau néfastes pour le bâti, voire dangereuses pour le matériel opérationnel de contrôle de la sécurité aérienne.

L'état technique est donc critique, qu'il s'agisse des éléments de façade ou de l'isolant.

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent accord-cadre est un accord-cadre de maîtrise d'œuvre ayant pour objet toutes prestations de maîtrise d'œuvre relatives à l'opération et prestations complémentaires connexes à la maîtrise d'œuvre qui s'avèreront nécessaires au cours des études en vue de :

- Corriger les défauts de conception et de réalisation des façades
- Isoler plus vertueusement le clos-couvert
- Mettre éventuellement en place des protections solaires adaptées

L'ouvrage à réaliser, conformément au préprogramme, appartient à la catégorie des ouvrages de bâtiment pour une opération de réhabilitation ou réutilisation.

Le lieu d'exécution des prestations sont les suivants : Aéroport Nice-Côte d'Azur - Bloc technique T1 - 06202 Nice

ARTICLE 2. CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation en vue de l'attribution de l'accord-cadre à un seul titulaire, candidat unique ou groupement est lancée selon la Procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1°, R. 2161-1 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Les opérateurs économiques sont expressément informés que l'acheteur a décidé de recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert qui ne permet pas la négociation et donc sur le fait que l'offre remise ne pourra pas être améliorée en cours de procédure. Les opérateurs sont invités à formuler leur meilleure offre.

2.2 Forme de l'accord-cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents. Il donnera lieu à la conclusion d'un **marché subséquent** de diagnostic suivi d'un ou plusieurs **marchés subséquents** comportant la mission de base complétée éventuellement par une mission OPC.

2.3 Décomposition en tranches et en lots

Le présent accord-cadre ne comporte ni tranche, ni lot.

2.4 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique ;

Sécurisation des façades et renforcement énergétique du clos couvert du bloc technique de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur – RC MOE

- Soit avec des prestataires groupés conjoints ou solidaires.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est laissé la possibilité aux candidats de présenter s'ils le souhaitent, pour la présente consultation, plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les représentants des entreprises et le mandataire du groupement, doivent justifier leur pouvoir à engager les entreprises.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.5 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 4 ans. La date prévisionnelle de début des prestations est décembre 2025.

2.6 Montant accord-cadre et indication travaux

Au regard des dispositions de l'article R2162-4 du CCP, le montant maximum de l'accord-cadre est de 1 000 000 € toutes taxes comprises (TTC). Aucun seuil minimal n'est fixé.

S'agissant d'une opération complexe de réhabilitation pour laquelle les études du MOE confronteront plusieurs scénarios, le coût prévisionnel de l'opération n'est pas arrêté à ce stade.

2.7 Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs

Le RA se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours. La validité des offres court à compter de la date limite de remise des offres initiales ou des offres négociées en cas d'éventuelles négociations.

Le représentant de l'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

2.9 Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Dans le cadre du développement durable, le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence : **SNIA_PAI-NICE_CORSE_AOO_25-061**

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.1 Documents fournis aux candidats

Le dossier de consultation des concepteurs (DCC) est constitué par :

- L'avis d'Appel à la Concurrence (AAC) ;
- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement valant Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (AE-CCATP) et ses annexes éventuelles ;
- Le préprogramme annexé de la note technique des désordres sur les façades ;
- La cas fictif, Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et des Temps passés pour la notation du critère prix.

3.2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

3.2.1 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le candidat peut utiliser le Document Unique de Marche Européen (DUME), formulaire standard de l'Union Européenne, pour justifier de ses capacités juridiques, économiques et financières ainsi que techniques et professionnelles.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous dossier, les pièces relatives à la candidature :

- Les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
 - Les documents et renseignements qui rendent recevables les candidatures en application de l'article R2143-3 du code de la commande publique ; à cet effet, le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2. Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles avec leur notice d'utilisation sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>
 - Le pouvoir habilitant le signataire des pièces du dossier de consultation à engager la société ou le groupement constitué (un extrait k-bis et des délégations internes à l'entreprise au besoin).
- Les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
 - Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat et notamment :
 - A. Expérience :

- La présentation de références similaires en cours d'exécution ou exécutés, indiquant notamment le montant, la nature, la date, le destinataire privé ou public. Cette liste sera préférentiellement appuyée par des certificats de bonne exécution délivrés par des maîtres d'ouvrage pour des prestations de même nature.

B. Capacités professionnelles :

- Les certificats de qualifications professionnelles des entreprises (OPQIBI, autres...) ou certificats d'identité professionnelle / références équivalentes dont il dispose.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C. Capacités techniques :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;
- Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement dont le candidat dispose pour la réalisation de marché de même nature.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Les prestataires qui ne fourniraient pas les documents définis ci-dessus pourront voir leur candidature éliminée.

Dans un autre sous dossier, les pièces relatives à l'offre :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

- Le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :
 - Une note relative aux méthodes, à l'organisation et aux moyens que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission ;
 - Une note justifiant la cohérence des honoraires demandés au regard de l'étendue de la mission, son degré de complexité, l'importance des travaux et leur complexité ;
 - Les compétences propres des membres de l'équipe pressentie pour cette opération ;
 - Les références de l'équipe en matière d'opération de rénovation énergétique en clos-couvert de bâtiment.

3.3 Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP ;
- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail.

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives et techniques particulières (AE-CCATP) constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s).

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-2 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables et irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RA.

Les critères d'attribution du marché seront hiérarchisés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments fournis dans le mémoire justificatif et explicatif de l'offre remise par le candidat.	60%
Le prix, apprécié au regard du montant indiqué dans la Décomposition des Prix Plafonds	40%

La note totale de chaque offre sera donc de la forme suivante :

La note finale (sur 100) du candidat sera : (note_{prix} (sur 40) + note_{tech} (sur 60))

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée puisque considérée non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

4.2.1 Notation du critère « Valeur technique »

Le mémoire justificatif et explicatif devra permettre au maître d'ouvrage de juger de la maîtrise des enjeux du projet par le candidat, de l'adéquation des moyens organisationnels et de production qui seront déployés afin de répondre techniquement et administrativement aux contraintes techniques, administratives et calendaires.

Le mémoire sera structuré en volets répondant aux critères de jugement.

La « valeur technique » de l'offre sera appréciée au vu du mémoire justificatif et explicatif et notée sur 60 points, dont l'évaluation se fera à partir des sous-critères techniques définis ci-dessous :

Sous-critère d'attribution	Pondération
Volet 1. Méthodes et organisation que le candidat propose d'adopter pour l'exécution de sa mission, notamment : <ul style="list-style-type: none">• Organisation des échanges avec les intervenants de l'opération ;• Mode de communication et moyens techniques.	15 points
Volet 2. Moyens mobilisés : <ul style="list-style-type: none">• Taille et composition de l'équipe dédiée à l'opération, détaillées dans les différentes phases du marché ;• Qualifications et compétences du personnel affecté à cette mission.	17.5 points
Volet 3 – Note de compréhension : <ul style="list-style-type: none">• Justification des honoraires et des temps passés ;• Compréhension du candidat des enjeux, de l'étendue des travaux et du contexte de travail ;	27.5 points

Après analyse technique, la meilleure note obtenue sur le critère valeur technique sera portée systématiquement à la note maximale de 60. Les autres notes se verront attribuer une valeur selon la formule suivante :

Notation =	$\frac{\text{(Note de l'offre analysée x 60)}}{\text{Valeur de la meilleure note}}$
-------------------	---

4-2.2. Notation du critère : « Valeur prix »

L'attribution de la note se fait en tenant compte de l'écart avec le prix de référence (valeur de l'offre la moins élevée, une fois les offres anormalement basses écartées).

A partir de la Décomposition du Prix Plafond, les candidats seront notés sur la base d'un scénario de commande fictif et non transmis à l'actuel DCE. Ce scénario de commande comporte des quantités par profil déterminé au préalable du lancement de la consultation. A partir de ce scénario, l'offre la moins élevée recevra la note maximale de 40. Les autres offres se verront attribuer une note selon la formule suivante :

Notation =	$\frac{\text{(Valeur de l'offre la moins élevée x 40)}}{\text{Valeur de l'offre analysée}}$
-------------------	---

En précisant que la valeur de l'offre est représentée par le montant total en toutes taxes comprises (TTC).

Tout rabais ou remise de toute nature, qui n'est pas expressément autorisé par le règlement, ne sera pas pris en compte.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

5.1 Candidatures et offres remises par échanges électronique sur la plate-forme de dématérialisation

NOTE IMPORTANTE : L'acheteur impose la remise des offres par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>). L'acheteur interdit la réception des offres par voie papier. En cas de remise d'offre papier, l'acheteur considérera l'offre comme irrégulière, sans possibilité de régularisation.

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence : **SNIA_PAI-NICE_CORSE_AOO_25-061**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

La signature électronique est imposée.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

5.2 Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible « copie de sauvegarde ».

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Générale de l'Aviation Civile

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Aéroport de Nice Côte d'Azur – Bloc technique - Terminal 1

CS 63092 06202 Nice cedex 3

Copie de sauvegarde pour :

« Sécurisation des façades et renforcement énergétique du clos couvert du bloc technique de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur »

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

La copie de sauvegarde devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus. Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

- pour les renseignements **d'ordre administratif et technique**, une demande écrite sur la plate-forme des achats de l'Etat : <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence SNIA_PA1-NICE_CORSE_AOO_25-061

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

- pour la visite des lieux, une demande à :

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
Pôle Nice-Corse à Nice

Monsieur Sébastien COTTON

Tel : 06 26 49 55 83

Mail : sebastien.cotton@aviation-civile.gouv.fr

Monsieur Ugo LUCCA

Tel : 06 18 39 18 43

Mail : ugo.lucca@aviation-civile.gouv.fr

Pour effectuer la **visite facultative des lieux**, les candidats devront transmettre une demande auprès du contact mentionné ci-avant en respectant un délai de prévenance de 5 jours. Le RA se réserve le droit d'effectuer des rendez-vous groupés.

Les visites s'effectueront uniquement du lundi au vendredi et aux horaires de bureau.

ARTICLE 7. PROCEDURE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75 181 Paris cedex 04
tél. : 01 44 59 44 00
télécopieur : 01 44 59 46 46
adresse internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé Contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché ou à défaut 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché. Toutefois ce référé n'est pas possible en cas de publication d'un avis d'intention de conclure le marché au moins 11 jours avant sa signature (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.